

BURKINA FASO

Unité - Progrès- Justice

DECRET N° 2014- 208 /PRES/PM/MEF
portant ouverture de crédits au Titre 6 du Budget
de l'Etat, Gestion 2014 à titre d'avances.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

118AF N° 00281



Vu la Constitution ;

Vu le Décret N° 2012-1038/ PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier-Ministre ;

Vu le Décret N° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret N° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances, ensemble ses modificatifs ;

Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique, ensemble ses modificatifs ;

Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics, ensemble ses modificatifs ;

Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics, ensemble ses modificatifs ;

Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics, ensemble ses modificatifs ;

Vu la Loi N° 037-2013/AN du 21 novembre 2013 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2014 ;

DECRETE

Article 1 : Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 6 du budget de l'Etat, gestion 2014, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

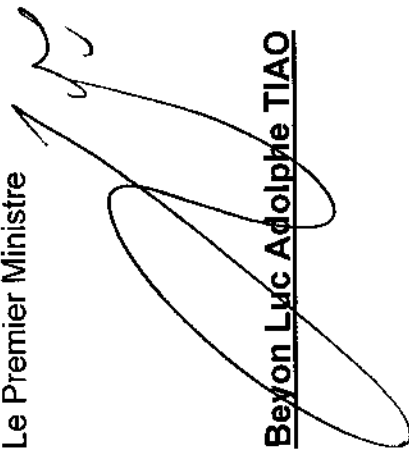
PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014									
TABLEAU DES CREDITS EN CAPITAL									
N°		Libellé		Unité		Montant		Montant	
99						Dépenses communes interministérielles		300 000 000	
99	99302					TRANSFERTS INTÉRIEURS		300 000 000	
		27				Transferts en capital		300 000 000	
			273			Capital secteur productif privé		300 000 000	
				1		Capital secteur productif privé		300 000 000	
TOTAL DES CREDITS EN CAPITAL								300 000 000	

Article 2 : Les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances, ensemble ses modificatifs.

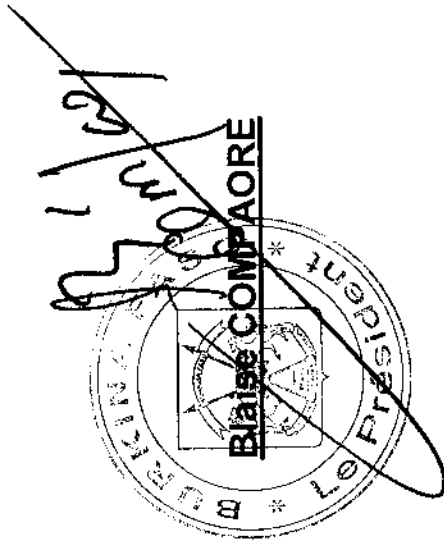
Article 3: le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24/03/2014

Le Premier Ministre



Beyon Luc Adolphe TIAO



Le Ministre de l'économie et des finances



Lucien Marie Noël BEMBAMBA